

LA GRANDE INTOX NUCLÉAIRE

LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE AUTOUR DU NUCLÉAIRE EST RELANCÉE DEPUIS PEU.

En cause, la question du climat qui mobilise beaucoup de jeunes et de militants écologistes. Pour le lobby du nucléaire, confronté à de multiples difficultés et au bord de la faillite, c'est inespéré ! Il mobilise ses réseaux pour prétendre que sa production électrique est « décarbonée », que l'arrêt du nucléaire en Allemagne s'accompagne de l'augmentation de la consommation de charbon, et que les énergies renouvelables posent trop de problèmes.

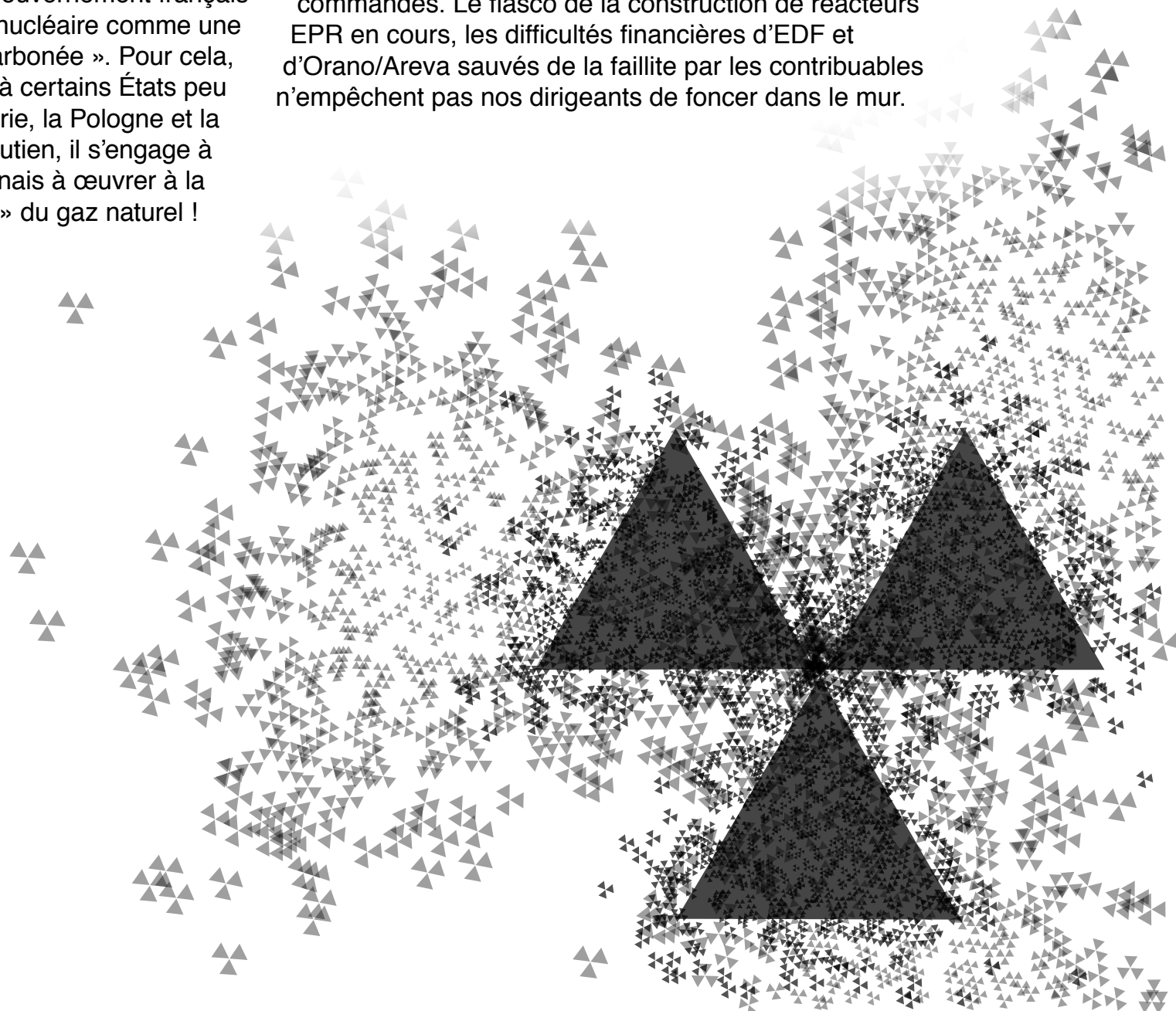
Le spectacle a de quoi déconcerter. Alors que le mouvement écologiste s'est construit dans les années 70 en France contre l'essor de l'industrie nucléaire, nous voyons cette dernière tenter aujourd'hui d'investir nos terrains de lutte. L'offensive est générale. Elle se fait à grands coups de campagnes publicitaires avec le soutien d'élu·e·s et d'influenceurs, tels que Jancovici de Shift Project, dans le but de convaincre l'opinion publique d'accepter la construction de nouveaux réacteurs.

Le combat est particulièrement intense auprès de la Commission européenne et du Parlement européen. L'enjeu est de taille : il s'agit pour le gouvernement français d'obtenir que l'Europe classe le nucléaire comme une « énergie verte » prétendument « décarbonée ». Pour cela, Emmanuel Macron s'allie à certains États peu fréquentables tels que la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie ; En échange de leur soutien, il s'engage à fermer les yeux sur le charbon polonais à œuvrer à la qualification énergie « verte » du gaz naturel !

Le sujet s'infiltré dans la campagne présidentielle, entre les pro-nucléaire (le PC, toute la droite et l'extrême-droite) et les rares anti (NPA, FI, EELV) qui n'appellent qu'à un arrêt progressif calqué sur le scénario Negawatt.

L'opposition radicale appelant à l'arrêt au plus vite pour nous épargner d'avoir à subir une catastrophe atomique est donc absente des débats de la prochaine élection... Et si deux des six scénarios présentés par le réseau de transport d'électricité RTE montrent bien que nous pourrions produire une électricité 100 % renouvelable sans recourir au nucléaire, il n'est question bien sûr que de construire de nouveaux réacteurs, que réclame même la Cour des comptes !

Dans le même temps en France, les déclarations se succèdent annonçant l'imminence de la décision de construire de nouveaux EPR, et même de lancer une filière de petits réacteurs, tandis qu'en sous-main et sans attendre les autorisations officielles, EDF passe déjà ses commandes. Le fiasco de la construction de réacteurs EPR en cours, les difficultés financières d'EDF et d'Orano/Areva sauvés de la faillite par les contribuables n'empêchent pas nos dirigeants de foncer dans le mur.



LE NUCLÉAIRE NE SAUVERA PAS LE CLIMAT !

S'il est vrai qu'un réacteur en fonctionnement n'émet pratiquement pas de gaz carbonique, le bilan est bien moins flatteur si l'on considère l'ensemble de la filière en terme de consommation d'énergie fossile, d'extraction de matériaux et de pollution générée.

En amont, extraction du minerai d'uranium abandonnant des stériles radioactifs aux populations locales démunies, transports jusqu'à Malvesi (Narbonne) où il est affiné chimiquement, enrichissement au Tricastin, élaboration des barres de combustibles de Marcoule à Romans, livraisons aux centrales... sans parler des énormes quantités de béton et d'acier nécessaires à la construction des centrales et infrastructures afférentes.

En aval, une fois « usés », les combustibles sont transportés à la Hague pour y être retraités et stockés dans des piscines déjà saturées. Les plus dangereux d'entre eux devront être gérés pendant des centaines de milliers d'années avec un coût énergétique carboné incalculable et des installations gigantesques nécessitant d'énormes travaux... Ainsi, la création contestée d'un immense centre de stockage souterrain à Bure dans la Meuse (Cigéo), nécessiterait des travaux pharaoniques pendant des dizaines d'années. Enfin le démantèlement à venir des centrales entrainera des travaux importants qui posent des problèmes difficiles à résoudre.

IL CONTRIBUE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ET RÉPAND DES ÉLÉMENTS RADIOACTIFS MORTIFÈRES.

Prétendre que
le nucléaire fournit
une énergie décarbonée
est une escroquerie
intellectuelle !

LES CENTRALES RÉCHAUFFENT LEUR ENVIRONNEMENT.

Les centrales thermiques, à part celles au gaz, ont un mauvais rendement thermodynamique, surtout celles à uranium qui plafonnent à 30 ou 35 % de chaleur, générant de la vapeur d'eau pour produire de l'électricité. Cela signifie qu'en fonctionnement, le réacteur nucléaire dissipe dans l'environnement deux fois plus de chaleur que celle utilisée, perturbant l'environnement en réchauffant ou évaporant de l'eau. Cette chaleur est inutilisable, car il est beaucoup trop dangereux de mettre une centrale nucléaire à proximité géographique d'une ville. Elle ne sert qu'à développer de ridicules élevages de crocodiles comme à Pierrelatte...

Ce qui fait dire à Bernard Laponche que « le nucléaire est la plus mauvaise façon de faire bouillir de l'eau ! »

LE NUCLÉAIRE NE SAUVERA PAS LE CLIMAT, IL EN SUBIRA PLUTÔT LES CONSÉQUENCES.

Les centrales atomiques sont hautement vulnérables aux événements climatiques, hélas de plus en plus fréquents (inondations, sécheresse), et aux séismes imprévisibles, faisant peser sur toute l'Europe occidentale et au-delà le risque croissant d'une catastrophe dont on peine à imaginer les conséquences.

*« L'énergie nucléaire ne répond pas au défi climatique »,
B. Laponche, de Global Chance (La Croix, 18/10/21).*

*Voir également la tribune publiée le 1er juin 2021 par
Politis, « le nucléaire ne sauvera pas le climat ».*

La question est-elle bien posée ?

Prenons l'exemple d'un immeuble dont on s'aperçoit qu'il menace de s'effondrer. L'évacue-t-on immédiatement, ou attend-t-on d'avoir trouvé des conditions d'accueil des habitants à reloger au moins aussi bonnes que dans leur ancien logement ?

Ne sommes-nous pas dans la même situation pour le nucléaire ? Tout le monde sait que nous sommes menacés d'une catastrophe majeure, l'État s'y est préparé, il en a fixé les procédures réglementaires : L'armée est prête à assumer la gestion des flux de population à évacuer ou, au contraire, à confiner chez eux ; il est déjà décidé que le seuil de radioactivité artificielle subi par la population sera multiplié par 20, augmentant d'autant le nombre de victimes de la radioactivité à terme ; il est même prévu par l'Europe que la France pourra continuer à exporter son blé contaminé, sauvant ainsi l'agriculture industrielle du pays au détriment de la santé des consommateurs... Pour en savoir plus sur le sort qui nous sera réservé en cas d'accident, se référer aux prescriptions publiées par le comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle (CODIRPA) mis en place par l'autorité de sûreté nucléaire (ASN). Tout est prêt, car tous les responsables savent que nous pouvons subir cet effondrement d'un jour à l'autre.

Alors pourquoi ne pas arrêter dès maintenant cette technologie mortifère quelles qu'en soient les conséquences et les difficultés rencontrées ?

Nous sommes là au cœur du problème : la « grandeur de la France », la poursuite de l'armement atomique, les intérêts économiques et politiques, la quasi religion du nucléaire dont les grands prêtres sont souvent issus (formatés ?) de Polytechnique-Corps des mines, concourent à imposer à la population le risque majeur d'avoir à subir cette terrifiante épreuve !

EST-CE POSSIBLE COMME DANS LES PAYS VOISINS ?

POUR UN ARRÊT QUASI IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE...

Enfin nous savons que l'Arrêt quasi immédiat du nucléaire est possible.

Consulter le site d'Arrêt du Nucléaire « collectif-adn.fr »

Les installations de production d'électricité européennes sont actuellement surdimensionnées, et nous pouvons nous appuyer provisoirement sur elles, quitte à ce que certaines consomment des énergies fossiles, le temps que nous mettions en pratique une politique de sobriété et que nous développions à notre tour suffisamment de renouvelables. Cela ne serait-il pas préférable à cette menace de catastrophe permanente que fait peser sur nous cette énergie du passé ?

Qu'avons-nous à gagner à la « concurrence » entre les catastrophes climatiques et nucléaires conduisant à un véritable négationnisme du péril nucléaire ? On peut combattre les deux par une politique de sobriété... dont on ne prend pas le chemin.

« Au milieu du chaos climatique, le risque d'un désastre atomique », Cécile Izoard, Reporterre (27 octobre 2021).

Le collectif Arrêt du nucléaire (AdN) rassemble des groupes locaux et coordinations régionales qui agissent pour l'arrêt (immédiat ou dans les plus brefs délais) du nucléaire civil et pour l'abolition des armes nucléaires.

PETITS RÉACTEURS MODULAIRES

Pour les défenseurs du nucléaire, ces réacteurs de plus petite taille (ou SMR) seraient plus sûrs et plus facilement acceptés par la population. Pourtant, il ne s'agit pas de réacteurs « de poche » ! Avec ses 170 MWe, Nuward, le projet français dans les cartons, représente 40 % de la puissance du réacteur 1 de Fukushima, ce qui est loin d'être dérisoire.

Si des réacteurs plus puissants sont effectivement plus difficiles à construire et à gérer, multiplier les installations de petite taille soulève d'autres problèmes : encore plus de sites nucléaires et de transports radioactifs, qui accroissent la vulnérabilité du territoire français face au risque d'accident et au risque terroriste.

UN MIRAGE DE PLUS ?

Malgré leur « petite » taille, ces nouveaux réacteurs continueront à générer des déchets radioactifs d'une extrême dangerosité tout aussi ingérables que ceux des réacteurs actuels. Comme eux, ils menaceront la santé des populations par les rejets réguliers de contaminants radioactifs dans l'eau et l'air... et seront toujours une menace de catastrophe atomique. Enfin ils perpétueront la pollution des mines d'uranium et la dépendance de la France envers les pays producteurs de minerais.

Leur prix est annoncé comme élevé, et le coût de leur électricité serait deux fois supérieur à celui des grands réacteurs. Les retards et surcoûts rencontrés par les deux seuls SMR actuellement connus dans le monde montrent qu'au delà de l'effet d'annonce et de mode, l'urgence climatique peut attendre...

Cette volonté de développer les SMR apparaît comme une ultime tentative pour sauver une industrie en difficultés techniques et financières, avec l'espoir de vendre et d'exporter cette technologie. Mais leur commercialisation, dans le meilleur des cas, ne se fera pas avant une douzaine d'années ! Le coût prévisionnel par MW installé serait triple de celui de l'éolien. Y investissent néanmoins actuellement, entre autres, le constructeur de moteurs d'avions britannique Rolls-Royce, et Bill Gates !

« S'ils voient le jour, les petits réacteurs nucléaires modulaires produiront une électricité ruineuse », Stéphane Lhomme, Le Monde, (14 octobre 2021).

La France nucléaire : « Après les maxi, les mini », Chantal Cuisnier (Communiqué du CAN ouest).

Civil ou militaire,
le nucléaire est criminel.
Dénonçons-le !

LES VICTIMES DU NUCLÉAIRE.

La Commission internationale de protection contre les radiations (CERI) a publié un rapport alarmant en 2003. Il apparaît qu'une véritable épidémie de cancers, leucémies et autres pathologies s'est développée à partir des années 70, liée aux multiples explosions de bombes atomiques (plus de 2000) qui ont entraîné la dispersion de radioéléments sur l'ensemble de la planète. Ceux-ci ont été terriblement préjudiciables à la santé, non seulement dans les zones d'essai, mais aussi partout dans le monde : c'est l'ADN de tout le vivant qui a été touché. Les résultats de l'étude sont impressionnants : de 1945 à 2002, soixante millions de morts et le double de cancers. Sans parler de la mortalité infantile et des autres pathologies. Vingt ans plus tard, à combien se monte le décompte macabre ?

La France par ses 210 essais de bombes atomiques dans le sud-algérien et en Polynésie a contribué à ce carnage. Elle laisse aux populations autochtones, maladies et morts prématurées dont elle résiste à reconnaître la responsabilité.

(CERI, recommandations 2003 du Comité européen sur le risque de l'irradiation, traduit par Françoise Dupont et Paul Lannoye, édition Frison-Roche, 2004)

L'URANIUM APPAUVRI.

Mais ce n'est pas tout : la France exporte des armes équipées d'uranium dit « appauvri ». Très lourd, habillant les têtes de projectiles, il est efficace pour transpercer les parois des blindages, des tanks, ou le béton. Leur explosion libère de grandes quantités d'aérosols radioactifs d'uranium qui contaminent éternellement l'environnement. C'est criminel pour les populations qui en sont victimes bien au delà de la période de conflit.

« À propos de l'uranium dit appauvri », P. Péguin, consulter le site de l'APPAG2 (Appel de Genève).

Quant aux personnels qui ont à gérer l'armement nucléaire, leur sort est peu enviable. D'après une étude portant sur les années 70 à 96, ceux qui ont manipulé des têtes nucléaires sur la base sous-marine de Brest (presqu'île de l'Île-Longue) n'avaient aucune protection contre la radioactivité dont les dangers leur ont été dissimulés. Un quart d'entre eux était mort à 62 ans, et il y a eu nombre de cancers parmi les autres. Les familles se battent pour que l'armée reconnaisse ses fautes. Qu'en est-il sur la base de Toulon ou à Valduc, là où sont fabriqués les missiles ?

« Irradiés de l'Île Longue, une enquête inédite ». Voir l'article du Télégramme de Brest (25/09/21), sur le site de l'association Henri Pezerat.

NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

Face à la barbarie du nucléaire militaire, il faut appeler à signer le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) de l'ONU, déjà ratifié par plus de 50 États et approuvé par 122 pays. Ce traité, équivalent à celui d'interdiction des armes chimiques, est l'avancée la plus importante de ces dernières années, car il permet à un État comme la France de renoncer à l'arme nucléaire sans attendre que les autres puissances nucléaires fassent de même.

PEUT-ON AU MOINS COMPTER SUR LA PROTECTION DES ORGANISMES OFFICIELS DE PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS ?

En fait, nationaux ou internationaux, ils font tout pour cacher la gravité des dégâts humains de cette technologie et en nier le nombre de victimes. Ils ont d'abord pour rôle de protéger l'industrie de l'atome plutôt que la santé des populations. Ils vont jusqu'à prétendre que les pathologies liées aux contaminations radioactives sont dues pour l'essentiel à la « nucléophobie » ! Ils obligent les populations biélorusses à vivre dans le « jardin nucléaire », en application des programmes Ethos-Core, et vont jusqu'à supprimer les cures de pectines pouvant alléger les souffrances des enfants contaminés !

« Vivre dans le jardin nucléaire avec Ethos, un crime contre l'humanité », P. Péguin, Site de l'APAG2 (06/17).

Cela donne une idée de ce qui nous attend en cas de catastrophe en France ! Soyons sûrs que les autorités prétendront que « la situation est sous contrôle » après avoir muselé les voix discordantes et neutralisé la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité / www.criirad.org) pour que ne soient pas diffusées les mesures réelles de radioactivité ambiante...

Il ne faut pas hésiter à qualifier les activités nucléaires aussi bien militaires que civiles de criminelles. Il faut se débarrasser des deux.

PUISQUE L'UN NE VA PAS SANS L'AUTRE, IL FAUT SE DÉBARRASSER DES DEUX.

Bien que maintenu à flot par la Chine,
le parc nucléaire mondial ne couvre que 10 %
de l'électricité mondiale produite, soit 2 % seulement
de l'énergie totale consommée sur la planète.

DÉCLIN DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ?

DÉCLIN IRRÉVERSIBLE ?

Tandis que le plus grand constructeur nucléaire historique, Westinghouse, a fait faillite en 2017, Areva n'a été sauvée de la banqueroute que par les milliards de l'État et, une fois restructurée, a repris une part de ses activités sous le nom d'Orano.

Les 415 réacteurs vieillissants, exploités par 33 pays, ne sont guère remplacés. En 2020, la production nucléaire mondiale a diminué de 4 %, tandis que la production électrique de l'éolien et du solaire a augmenté de 13 %.

Cela s'explique notamment par la perte rapide de compétitivité du nucléaire : entre 2009 et 2020, les coûts du solaire ont baissé de 90 % et ceux de l'éolien de 70 %, tandis que les coûts de construction des réacteurs nucléaires ont eux augmenté de 33 %. Il est à noter que, pour la première fois dans l'Union européenne, les énergies renouvelables non-hydroélectriques ont généré en 2020, plus d'électricité que les centrales atomiques.

Pour pallier au vieillissement du parc actuel de réacteurs et maintenir le statu quo, il faudrait en construire douze par an. Or, depuis 2016, le rythme de construction a encore ralenti : moins de cinq mises en chantier par an. À moins que la Chine ne relance un gros programme de construction, la capacité nucléaire globale est donc appelée à diminuer.

*Voir à ce sujet la nouvelle édition du « World Nuclear Industry Status Report » sur la situation du nucléaire civil dans le monde Ce rapport qui présente chaque année un panorama du parc nucléaire mondial, n'est guère optimiste pour l'avenir de la filière... Bien que maintenu à flot par la Chine, il ne couvre que 10 % de l'électricité mondiale produite, soit 2 % seulement de l'énergie totale consommée sur la planète.
(www.worldnuclearreport.org)*

EST-IL INÉLUCTABLE À LA SURFACE DU GLOBE ?

EN CHINE

L'espoir des nucléocrates repose sur la Chine, qui a dépassé la France en tant que deuxième producteur d'électricité nucléaire au monde. Un espoir qui reste toutefois à modérer, la production d'électricité nucléaire en Chine n'ayant augmenté que de 4 % en 2020, tandis que celle des renouvelables a crû de 8 %. Très récemment, la Chine a annoncé un grand programme de construction de plusieurs dizaines de réacteurs. Elle promet de devenir leader des énergies nucléaire dans l'avenir, mais aussi du solaire et de l'éolien !

AU JAPON

Le nucléaire est au ralenti malgré les ambitions affichées du gouvernement japonais de faire comme en France. Les 54 réacteurs du pays ont tous été arrêtés suite à la catastrophe de Fukushima. Les chantiers de trois autres sites nucléaires en cours de construction ont été gelés. De plus, la plupart des installations qui devaient permettre au Japon de maîtriser le cycle du combustible, dont une usine de retraitement, n'ont jamais fonctionné et pourraient même être démantelées sans avoir jamais été utilisées.

À ce jour seuls sept réacteurs sont actuellement en service. L'énergie nucléaire qui représentait près d'un tiers de la production d'électricité au Japon avant le terrible accident, n'est plus que de 6 % ; le manque a été comblé essentiellement par les centrales thermiques au charbon ou au gaz et par les énergies renouvelables.

LA FRANCE S'ACCROCHE désespérément à une industrie du passé contrairement à ses voisins. Certains n'ont jamais eu recours à cette énergie (Autriche, Luxembourg et Danemark) alors que d'autres comme la Belgique, l'Italie et l'Espagne en sortent.

LES GALÈRES DU NUCLEAIRE FRANÇAIS

Il n'existe pas de solution à la gestion des combustibles nucléaires usés et des déchets radioactifs, ni en France ni ailleurs. Lancer un nouveau parc nécessiterait de redimensionner l'usine de retraitement de La Hague, de prévoir de nouveaux sites d'entreposage. Quant au centre d'enfouissement des déchets radioactifs, Cigéo, c'est un véritable crime pour nos descendants dans le futur lointain (s'il en reste !).

Les piscines d'entreposage des combustibles usés sont bientôt saturées. Pour y faire face, EDF et Orano envisagent la construction d'une nouvelle piscine à la Hague, un moxage accru des réacteurs de 900 MWe et un entreposage à sec des combustibles usés. Cela explique sans doute pourquoi EDF cherche à acheter des terrains autour des centrales nucléaires existantes.

LA HAGUE.

L'usine de retraitement de déchets radioactifs de la Hague est l'un des centres atomiques les plus polluants en fonctionnement « normal ». Chaque année, elle rejette 2000 tonnes de nitrates directement dans la Manche issues de l'acide nitrique utilisé pour dissoudre les combustibles irradiés et pour séparer le plutonium, l'uranium et les produits de fission. S'y ajoutent les métaux lourds (plomb et mercure) et les innombrables rejets de substances radioactives qui contaminent la Manche...

« Nitrates : L'usine nucléaire de la Hague pollue plus qu'une mégaporcherie »
Gaspard D'Allens, Reporterre, (12/11/21).

DÉCHETS NUCLEAIRES, L'ÉTERNEL PROBLÈME !

De plus l'un des deux évaporateurs concentrateurs de produits de fission de La Hague, dont les équipements vieillissent, a atteint un niveau de corrosion qui le fragilise. L'arrêt de cet évaporateur entraînera une diminution embarrassante de la capacité de retraitement.

À l'usine Melox de Marcoule qui fabrique le combustible MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) destiné aux réacteurs de moyenne puissance, les difficultés ne manquent pas avec un nouveau procédé de production. EDF a dû alors réduire le nombre d'assemblages MOX fabriqués, ce qui entraîne une moindre consommation du plutonium qui s'accumule à La Hague (le plutonium destiné au départ à la bombe est la pire substance jamais élaborée par l'humanité, par sa terrible toxicité aussi bien chimique que radioactive ; et sa durée de vie est éternelle à notre échelle).

Seule 30 % de la chaleur
produite par un réacteur
nucléaire est transformée
en électricité.

Compter sur d'aussi
piètres performances pour
atténuer le réchauffement
climatique en faisant
mine d'ignorer qu'elle en
est un des facteurs
importants est, à tout le
moins, déraisonnable.

OPINION

Selon un sondage IFOP de janvier 2022, une majorité de la population est prête à donner son vote à un candidat ou une candidate qui sortirait la France du nucléaire et développerait massivement les énergies renouvelables. 83 % des sondé-e-s expriment, à des degrés divers, leur inquiétude vis-à-vis du risque nucléaire et de la production de déchets radioactifs.

Les centrales du Bugey et du Tricastin sont désormais les plus anciennes de France, depuis la fermeture de celle de Fessenheim. Elles approchent des cinquante ans et n'ont jamais été conçues pour une telle durée.

Elles vieillissent mal, subissent de multiples dysfonctionnements inquiétants, et il est avéré que les cuves du cœur de celles du Tricastin sont fissurées !

DES CENTRALES HORS D'ÂGE !

Au Tricastin justement, un scandale a éclaté en novembre dernier, un cadre de l'entreprise a déposé plainte contre EDF, accusant sa hiérarchie de l'avoir « placardisé » pour avoir dénoncé une « politique de dissimulation » d'incidents de sûreté. Cela nous autorise à nous poser des questions sur le rôle de l'autorité de sûreté du nucléaire (ASN).

« Centrale nucléaire du Tricastin, des dissimulations en cascade » Jade Lindgaard, Mediapart, 24 novembre 2021.

La France montre de graves signes de déclin technologique et industriel, notamment avec son incapacité à terminer la construction d'un EPR en Finlande, et de celui de Flamanville en Normandie, dont les coûts et les délais du contrat initial ont été multipliés par quatre ! L'un des deux premiers EPR, mis en fonctionnement à Taishan en Chine en 2018, est aujourd'hui à l'arrêt, suite à une grave défaillance qui paraît due à un défaut générique qui concernerait toute la filière.

LA FILIÈRE EPR EN QUESTION

SOUS TRAITANCE DANGER.

EDF sous-traite désormais 80 % de la maintenance de ses centrales, malgré une précarisation sans cesse dénoncée. Les « nomades du nucléaire » mal payés, exposés aux rayonnements, mal formés, pressés par le temps réduit d'intervention ne peuvent garantir un travail de qualité garantissant la sûreté des réacteurs.

SOUS-TRAITANCE : DANGER !

La France ne maîtrise toujours pas le démantèlement d'une centrale nucléaire, alors que la question est plus que jamais d'actualité. La centrale de Brennilis en Bretagne, mise à l'arrêt en 1985, et qui devait être une vitrine des capacités de démantèlement de la France est toujours en place, 35 ans plus tard.

DÉMANTÈLEMENT

EDF est lourdement endettée à hauteur d'une cinquantaine de milliards d'euros. Il lui faudra de plus trouver 100 milliards d'euros pour le rafistolage des réacteurs de plus de 40 ans, baptisé « le grand carénage », ainsi que 35 milliards d'euros pour financer le projet d'enfouissement des déchets nucléaires CIGEO à Bure.

EDF EN QUASI FAILLITE

Pour les six nouveaux EPR, à la sûreté au rabais, il faudrait trouver au minimum 60 milliards. La Cour des comptes a jugé en 2020 qu'EDF n'en avait pas les moyens. Quant au chantier d'Hinkley Point en Angleterre, il prend le chemin du fiasco de Flamanville avec retards, malfaçons et inflation des coûts. Le nucléaire ne peut survivre qu'avec l'aide massive de l'État. Quand certains prétendent que l'électricité nucléaire n'est pas chère, ils se gardent bien de rappeler qu'elle est financée par l'impôt...

L'EXEMPLE ALLEMAND

Après la catastrophe de Fukushima en 2011, l'Allemagne a décrété la sortie du nucléaire et décidé de miser sur le développement des énergies renouvelables. Sur les dix-sept centrales existantes, onze sont déjà fermées, les six dernières le seront très prochainement. Une décision fort critiquée en France.

Nos voisins germains sont accusés d'accroître leur consommation de charbon, ce qui entraînerait une augmentation de leurs émissions de CO₂. Ainsi, P. Thevenot, porte parole d'En marche, a pu déclarer « prôner la fin du nucléaire permettra simplement de rallumer des centrales à charbon comme cela a été fait en Allemagne ».

En réalité, rien n'est plus faux. La production électrique des centrales nucléaires et au charbon a baissé radicalement, tandis que celle des renouvelables a pris le dessus. Ainsi, si en 2014 le charbon contribuait pour 45 % à l'électricité produite, il n'en fournit plus que 24 % aujourd'hui. La part du nucléaire est passée de 27 % à 11 % en 2020. Mais ce sont avant tout les énergies renouvelables qui ont largement compensé cette baisse, leur part dans la production d'électricité ayant atteint 44 % en 2020. Le nouveau gouvernement annonce vouloir poursuivre l'effort et accélérer encore cette transition.

UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CONTROVERSÉE

Il est vrai qu'une nouvelle centrale à charbon a été mise en service en 2020, mais leur nombre global a bien baissé, passant de 84 en 2010 à 63 aujourd'hui. Certes, la part de l'électricité produite par les centrales à gaz (énergie fossile la moins polluante et la plus efficace) a un peu augmenté, passant de 12 % à 16 %, mais au final, ce sont bien les énergies renouvelables qui ont couvert le recul du charbon et de l'uranium, devenant, et de loin, la source d'électricité la plus importante.

Évidemment, les émissions allemandes de gaz à effet de serre sont encore plus élevées que celles de la plupart des autres pays européens, du fait de sa tradition du charbon et de l'importance de son industrie, mais ce n'est pas la décision de sortie du nucléaire qui en est la cause, et encore moins la forte progression des renouvelables.

Notons que l'Allemagne reste le deuxième exportateur mondial d'électricité, en particulier à prix élevé vers la France aux heures de pointe. Cette dernière reste quant à elle premier exportateur d'électricité, mais... à prix cassé ! car il s'agit de la surproduction nucléaire en heures creuses.

Une enquête menée l'an passé à l'occasion des dix ans du processus de sortie du nucléaire confirme que les trois-quarts des Allemands soutiennent cette décision historique et jugent sévèrement leurs voisins français dont les centrales vétustes font courir à toute l'Europe occidentale et au-delà, le risque d'une catastrophe.

Sur ce sujet, voir « L'Allemagne et son charbon ; Mythes et réalités » de Bernard Deboyser, dans *Révolution énergétique* (09/12/2020).

L'État a engagé une grande campagne de promotion du nucléaire au nom de la lutte contre le bouleversement climatique. Son but est bien sûr de préparer l'opinion aux décisions de construire de nouvelles centrales atomiques.

Nous affirmons que cette campagne s'appuie sur un énorme mensonge, celui de la production propre et décarbonée d'électricité nucléaire. En effet, tout l'amont et l'aval du fonctionnement d'un réacteur impliquent d'énormes consommations de matériaux, d'énergies fossiles, entraînant d'importantes contaminations radioactives et pollutions de toute sorte.

Par ailleurs, face à l'urgence climatique, comment prétendre construire rapidement de nouveaux réacteurs quand on sait le fiasco de ceux en construction en Finlande et à Flamanville, et que l'un des deux seuls en fonctionnement en Chine a été mis à l'arrêt révélant déjà un grave défaut générique qui remet en cause la fiabilité de la filière.

LE GRAND ET DANGEREUX MENSONGE

EN CONCLUSION...

Comme dans les pays voisins, il faut appeler à l'arrêt du nucléaire, et à la promotion de la sobriété énergétique en même temps que des énergies renouvelables. À l'inverse, les décisions de l'État, enrobées de beaux discours, nous engagent vers une société gourmande en électricité et en énergie. La surenchère dans le soutien au nucléaire de la majeure partie des candidates et candidats à la présidentielle, Emmanuel Macron compris, est tout simplement lamentable et même criminel. Les générations futures méritent mieux que ces propositions d'un autre âge.

ÉDITÉ PAR LES COLLECTIFS HALTE AUX NUCLÉAIRES GARD [CHANG] & ARRÊT DU NUCLÉAIRE [AdN]

<http://collectif-adn.fr/> — chang@ouvaton.org

Rédaction : Pierre Péguin — Février 2022 — Graphisme : Guillaume Butin